



ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION

NATO UNCLASSIFIED
and
PUBLIC DISCLOSED

PALAIS DE CHAILLOT
PARIS-XVI
Tél. : KLEber 50-20

NATO CONFIDENTIAL

MEMORANDUM

To: Secretaries of Delegations

From: Executive Secretary

Agreement between Turkey and Pakistan
concluded on 2nd April, 1954

The Turkish Delegation have made available the texts of the notes exchanged between Turkey and the USSR in connection with the Turkish-Pakistan Agreement of 2nd April, 1954. Copies of these notes are attached, for the information of delegations.

2. The text of the Turkish-Pakistan Agreement was circulated on 6th May, 1954 under cover of a note from myself (RDC/236/54).

(Signed) R.D. COLERIDGE

20th May, 1954
RDC/261/54

TEXTE DE LA NOTE DU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE
EN DATE DU 18 MARS 1954

En rapport avec la publication, le 19 février dernier, du communiqué commun turco-pakistanaï relatif à la prochaine conclusion entre la Turquie et le Pakistan d'un Pacte qui prévoit leur collaboration sous tous les aspects, y compris la collaboration dans le domaine militaire, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques estime nécessaire de déclarer au Gouvernement de la République Turque ce qui suit :

Comme on voit du communiqué turco-pakistanaï susmentionné et aussi des déclarations d'hommes d'Etat des deux pays, le Pacte projeté entre la Turquie et le Pakistan ne peut ne pas blesser les intérêts de la sécurité des pays voisins. La presse étrangère, y compris celle de Turquie, informe que ce Pacte prévoit la collaboration militaire active entre la Turquie et le Pakistan et la création d'une base pour organiser un bloc militaire plus vaste. En outre, l'attention est particulièrement attirée par le fait que le Pacte turco-pakistanaï, - comme cela découle de la déclaration faite le 24 février dernier par le Ministre des Affaires Etrangères de Turquie à la séance du Medjlis turc, - vise à entraîner dans le bloc militaire d'autres pays, c'est pourquoi le Pacte indiqué est considéré non sans raison comme le noyau pour la création du bloc militaire du Moyen-Orient.

Etant donné qu'aucune agression, comme on le sait, ne menace la Turquie, ainsi que le Pakistan, ce Pacte ne peut pas être considéré comme étant défensif. Au contraire, comme on voit des déclarations d'hommes d'Etat de Turquie et du Pakistan, sa préparation est étroitement liée aux plans militaires du bloc Atlantique et touche la question de la sécurité d'une série de pays, notamment dans la région du Proche et du Moyen Orient et aussi dans celle de l'Asie Sud-Est.

Le Gouvernement soviétique, dans ses Notes au Gouvernement de Turquie en date des 24 novembre 1951 et 28 janvier 1952, signalait que les tentatives de créer des blocs dans la région du Proche et du Moyen Orient ont pour but de transformer les pays du Proche et du Moyen Orient en places d'armes pour les forces armées de l'alliance agressive d'Atlantique. C'était notamment ce but que poursuivaient les plans de création du soi-disant "Commandement du Moyen Orient" ainsi que les autres tentatives des Etats-Unis d'Amérique, de l'Angleterre et de la Turquie d'assurer sous tous prétextes le stationnement des forces armées étrangères dans les pays du Proche et du Moyen Orient et d'y élargir le réseau de bases militaires étrangères aux dépens des intérêts nationaux et de la sécurité de ces pays.

L'attention est attirée par le fait que les actions actuelles du Gouvernement turc visant à créer le bloc militaire dans le Proche et le Moyen Orient et en Asie Sud-Est sont réalisées au moment où l'URSS et autres Etats prennent de leur part des mesures pour diminuer la tension internationale et améliorer les relations entre les Etats. Il va sans dire que les actions de ce genre du Gouvernement de Turquie ne peuvent ne pas aggraver la situation dans le Proche et le Moyen Orient et aussi en Asie Sud-Est et ont un rapport direct avec la sécurité de l'Union Soviétique.

Le Gouvernement Soviétique estime nécessaire d'attirer l'attention du Gouvernement de la République Turque sur le fait qu'une politique pareille ne peut ne pas porter préjudice aux relations soviéto-turques. Agissant ainsi, le Gouvernement turc assume la responsabilité pour les conséquences de cette situation.

TEXTE DE LA NOTE DU GOUVERNEMENT TURC
EN DATE DU 9 MAI 1954

L'Ambassade de Turquie a l'honneur de transmettre ci-dessous la réponse de son Gouvernement à la Note Verbale N° 33 en date du 18 mars 1954 du Ministère des Affaires Étrangères de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Le Gouvernement turc constate avec regret qu'il devient l'objet de remontrances systématiques de la part du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes visant à l'afficher comme desservant la cause de la paix et de la bonne intelligence entre les Etats chaque fois qu'il entreprend une action politique destinée justement à renforcer la paix et la sécurité ainsi qu'à développer la coopération entre les pays pacifiques.

Ces remontrances sont faites non seulement par la voie de démarches diplomatiques formelles - comme dans le cas de la Note précitée et d'un certain nombre d'autres qui l'avaient précédée - mais aussi par celle de publications et de propagande dans les tons les plus divers.

Le Gouvernement soviétique cherche visiblement à créer ainsi la croyance que la tension internationale actuelle est le résultat de la politique des pays qui, comme la Turquie, s'efforcent, en réalité, à rassembler le plus de chances possibles pour la sauvegarde de la paix et le raffermissement de la sécurité par la voie d'une collaboration aussi étroite que possible entre les pays pacifiques et de bonne volonté. Il est évident que le but de ces activités du Gouvernement soviétique est, entre autres, d'amener l'opinion publique mondiale à faire pression sur ces pays en vue de les obliger à renoncer à leurs efforts pour le raffermissement de la sécurité collective.

Le fait que la Note Verbale ci-haut mentionnée du Ministère des Affaires Étrangères ait été remise avant même que le texte du Traité qu'il visait ne fut définitivement fixé entre la Turquie et le Pakistan prouve une fois de plus que ces activités de propagande visent avant tout à obtenir un effet psychologique sans trop se soucier de la question de savoir si les faits et les textes sont de nature à justifier, ne fût-ce qu'en apparence, de telles activités.

La politique du Gouvernement turc ainsi que les accords desquels la Turquie fait partie - y compris celui dernièrement signé avec le Pakistan - sont parfaitement clairs dans leur but et dans leur expression. Leur caractère constructif, pacifique et purement défensif - en tous points conforme aux principes de la Charte des Nations Unies - est reconnu par tous les observateurs de bonne foi. Aussi, ce Gouvernement estime-t-il que se livrer à des explications réitérées au sujet de sa politique et des accords auxquels la Turquie est partie n'ajouterait pas grand chose à ce qui est déjà su et que même, à la longue, pourrait faire naître la croyance que l'on peut raisonnablement discuter leur caractère ci-haut souligné.

Dans la Note susmentionnée du Ministère des Affaires Étrangères il est dit qu'à l'heure actuelle l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes prend des mesures destinées à diminuer la tension internationale et à améliorer les relations entre les Etats.

- 4 -

C'est là une affirmation que pour sa part, le Gouvernement turc, fermement attaché à la cause de la paix et désireux de voir s'établir de bonnes relations entre la Turquie et tous les pays - à plus forte raison entre elle et ses voisins - souhaite ardemment voir se confirmer par les faits. Mais il se voit dans l'obligation de constater que l'on parle de diminuer la tension internationale sans rien faire de positif pour diminuer les vraies raisons qui en sont la cause.

Par ailleurs, les remontrances et les activités de propagande basées sur une argumentation dénuée de tout fondement auxquelles le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes se livre à l'égard de la Turquie démontrent clairement que les rapports entre les deux pays - que le Gouvernement turc a toujours sincèrement souhaité voir être ceux d'une bonne intelligence basée sur un respect mutuel des droits de chacun - ne sont pas conçus par le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes sous cet aspect mais sous celui de l'imposition de la politique de l'un à l'autre.

Le Gouvernement soviétique renverse les rôles lorsqu'il soutient, comme il le fait dans la Note susmentionnée, que la politique du Gouvernement turc ne peut ne pas porter préjudice aux relations entre les deux pays et qu'agissant ainsi, ce Gouvernement assume la responsabilité des conséquences qui en découleraient.

De tels procédés qui ne visent qu'à créer des apparences sans donner la solution effective des vrais problèmes ne sont précisément pas de nature à créer une atmosphère de confiance et ce n'est certainement pas le Gouvernement turc qui peut en être tenu responsable.